

SERVICES PUBLICS

# Libéralisation: fin ou frein?



Etoile croûlante: l'Europe a besoin des services publics. (Shooting star, de Filipa Cesar; photo: RK)

Alors que les tentatives de libéraliser les services publics se poursuivent, les socialistes européens proposent une directive-cadre qui les mettrait à l'abri du tout-marché.

"La directive Bolkestein est morte et enterrée. Le Parlement européen a reformulé le texte originel de la directive sur les services et extirpé le principe du pays d'origine." Robert Goebbels, qui a collaboré au compromis entre socialistes et conservateurs européens, profite de l'occasion pour rappeler ce qu'il considère comme un acquis. Mais le véritable objet de la conférence de presse qui a eu lieu vendredi dernier était différent: présenter un texte de directive-cadre relative aux services publics. Le député européen enchaîne: "Tous les problèmes ne sont pas résolus. Si les services d'intérêt général sont exclus, les services d'intérêt économique général entrent dans le champ de la directive." Ce dernier terme, SIEG pour les initié-e-s, désigne des secteurs comme la santé, l'éducation et l'eau. "Le statut de ces services est ambigu", explique Goebbels. En effet, l'article 16 du Traité instituant l'Union européenne reconnaît l'existence et l'importance des SIEG. Mais dans la mesure où ceux-ci ont un caractère marchand, ils sont a priori gouvernés par les règles de la concurrence. Les socialistes européens voudraient soustraire les services publics à la logique néolibérale du tout-marché. Leur texte de directive-cadre constitue un appel à la Commission européenne, seule habilitée à proposer des lois européennes, à créer une base juridique claire pour les SIEG.

## Marché contre services publics

L'épisode Bolkestein et le débat autour de la Constitution sont les épisodes les plus récents d'un long combat entre l'idée d'une Europe-marché et celle d'une Europe politique. En ce qui concerne les services publics, à partir des années 80, la mise en

place du marché unique a de plus en plus empiété sur l'autonomie des autorités locales. Cependant, en 2003, l'arrêt "Altmark" de la Cour de justice européenne avait porté un coup d'arrêt à cette tendance. Une société de bus privée avait porté plainte contre le Landkreis Stendal parce que celui-ci chargeait une autre entreprise du transport en commun, sans appel d'offre préalable et tout en accordant une subvention. La Cour avait estimé qu'une telle pratique était légitime dans la mesure où elle permettait de remplir une mission de service public. Un jugement contraire aurait conduit à une libéralisation massive des transports en commun locaux, à la faillite de nombreuses PME et à l'abandon des trajets non rentables.

Depuis, la Commission s'est contentée de rédiger une "décision" qui explicite les critères appliqués par la Cour pour décider qu'une subvention est permise. Mais avec l'inclusion des SIEG dans la directive sur les services et une communication récente de la Commission, tendant à soumettre les services sociaux aux règles de la concurrence, la tendance néolibérale a marqué des points. La question posée par l'initiative du Parti socialiste européen (PSE) est simple: "Y a-t-il une Europe au-delà de la jurisprudence et du marché?"

En effet, la Commission s'est crue habilitée à légiférer sur la libéralisation de secteurs comme l'électricité et la poste, mais a toujours refusé de créer un cadre légal pour les services publics. Plutôt que de faire des choix politiques, elle a laissé à la Cour européenne la liberté d'appliquer les règles de la concurrence à des missions d'intérêt général. Or, une directive sur les services publics est demandée depuis de longues années par nombre d'acteurs, parmi lesquels le Conseil

européen, le Parlement et la Confédération européenne des syndicats.

La proposition de directive-cadre du PSE n'a rien de révolutionnaire. Dès les premiers alinéas, elle invoque la stratégie de Lisbonne et l'insécurité juridique. Ce n'est que le septième considérant qui parle du "droit de chacun à l'accès aux services d'intérêt économique général", contenu dans la Charte des droits fondamentaux.

## Timide contre-offensive

L'argument central de la proposition s'articule autour du principe de subsidiarité: les échelons régionaux ou locaux peuvent choisir de gérer ces services à leur façon, publique, mixte ou privée. On est donc loin de mettre la marche arrière en ce qui concerne les libéralisations, mais les socialistes prennent leurs distances avec le tout-marché et ne se gênent pas pour critiquer sévèrement la Commission. Elle serait "l'esclave d'un ordre du jour néolibéral restreint: sa difficulté avec les services d'intérêt général est qu'elle n'a aucun intérêt à ce qu'une législation fixe des limites aux fluctuations des marchés."

Pour faire avancer leur projet, le PSE disposent de quelques atouts. C'est un membre de leur groupe au Parlement, Bernhard Rapkay, qui a rédigé le rapport sur le livre blanc de la Commission sur les SIEG. Ce texte doit être discuté et adopté pour l'automne. Les Verts européens se sont déjà positionnés dans un document intitulé "Les services d'intérêt général, clés pour un développement durable". Leur approche est sensiblement plus à gauche que celle des socialistes. Ainsi, ils mettent en avant le rôle positif des services d'intérêt général et la nécessité de les renforcer dans une perspective de développement durable. Pour eux, "l'intérêt général prévaut sur les règles de la concurrence dans tous les cas de figure, y compris pour les services économiques". Enfin ils exigent un bilan des libéralisations déjà effectuées avant d'en lancer de nouvelles.

En pratique, les propositions vertes diffèrent peu de celles du PSE. L'accent est plus sur une approche commune de l'Union en ce qui concerne des critères minimums et des objectifs communs pour les services publics. Le principe de subsidiarité n'en est pas moins à l'honneur chez les Verts. En effet, ce principe permet de chercher des alliés sur tous les bords de l'échiquier politique, puisque de nombreux député-e-s européen-ne-s défendent vigoureusement les prérogatives de leur région d'origine. Il sera d'ailleurs intéressant de voir quelles alliances seront privilégiées par les socialistes: celles à gauche, où les convergences sont évidentes, ou celles à droite, qui ont permis de désamorcer Bolkestein. Le contenu d'une éventuelle directive SIEG en dépend tout autant que la direction politique prise par le navire Europe.

Raymond Klein

## Double nationalité: tous d'accord!

Actuellement, pour se faire naturaliser luxembourgeois-e, il faut renoncer à sa nationalité d'origine. Cependant, un projet de loi rendant possible la double nationalité est en préparation. Tour à tour, le LSAP et le DP viennent de préciser leurs vues sur la question. Les socialistes se prononcent pour un droit de recours lors d'une demande de naturalisation, ce qui n'est pas possible avec la procédure actuelle, qui passe par la Chambre des député-e-s. En outre, ils ne voient aucune raison de "rajouter des barrières" quand quelqu'un souhaite conserver sa nationalité d'origine. En cela, le LSAP est en désaccord avec le ministre de la justice. Luc Frieden prépare un texte exigeant une durée de résidence de dix ans, contre cinq ans pour une naturalisation où l'on renonce à sa nationalité. Prudemment, les socialistes parlent d'une "durée de résidence appropriée" et affirment soutenir "toute initiative du gouvernement" respectant ces stipulations. S'orienterait-on vers un compromis à la luxembourgeoise, avec une durée de résidence de 7,5 ans? Face à la timidité socialiste, le DP a eu beau jeu pour se présenter comme le parti de l'intégration. Mis à part la procédure de naturalisation, les propositions démocrates sont plus courageuses et plus tranchées: abolition du test linguistique et durée de résidence de cinq ans. Peut-être que cela fera pencher la balance: dans une interview, Frieden avait annoncé qu'il tiendrait compte de l'avis de l'opposition.

## Congrès sans débats

A l'image des aînés du DP, la Jeunesse démocrate et libérale (JDL), veut faire peau neuve. Cette rénovation débuta avec l'éviction l'an passé de son ancien président Daniel Hilbert, qui se faisait alors remarquer par des positions très droitières. Dans une deuxième phase, la JDL entreprit un grand nettoyage du fichier des membres, réduisant ainsi le nombre des adhérent-e-s de 1.000 à 500. Satisfait, le nouveau président élu lors du congrès du 2 juin, Claude Lambert, constate que "la JDL a quand même accueilli beaucoup de nouveaux membres, dont une grande partie issue des rangs chrétiens-sociaux". Ces renforts de droite contribueront certainement à raffermir les positions conservatrices des jeunes libéraux en matière d'éducation nationale. Sur le même ton que l'ancienne ministre en titre Anne Brasseur, ils veulent absolument voir dans la politique de Mady Delvaux la promotion d'une école "où il ne faut faire aucun effort pour obtenir quand même quelque chose". Dommage que la JDL ne se soit pas pris le temps d'étayer son argumentation. Cela aurait pu être le cas sous le point "Motions, résolutions, discussions" de l'ordre du jour qui fut évacué en quinze secondes, faute d'objet. Mais débattre de politique leur aurait peut-être demandé trop d'efforts.

## In vino veritas

Wir brauchen uns unseres Bio-Barolo nicht zu schämen: Auch Astrid Lulling schenkte anlässlich der Abstimmung eines Berichtes "relatif aux allégations nutritionnelles et de santé" klaren Wein ein. Als Präsidentin des "Intergroupe Viticulture, Tradition, Qualität" ist sie keine von denen die heimlich Wein trinken und öffentlich Wasser predigten, im Gegenteil: Sie engagiert sich vehement für den moderaten Weingenuss von "deux ou trois verres par jour" im Interesse der Gesundheit. Denn der Wein "c'est, entre autres, un préventif efficace contre les maladies cardiovasculaires, le cancer et la démence, ce que M. le Commissaire et ses services ignorent royalement." Die gepriesene Frischzellenkur getreu dem Motto "junger Wein in alten Schläuchen" im Rahmen des Änderungsantrages kam schliesslich doch nicht mehr zur Abstimmung.